

© OECD, 2003.

© Software: 1987-1996, Acrobat is a trademark of ADOBE.

All rights reserved. OECD grants you the right to use one copy of this Program for your personal use only. Unauthorised reproduction, lending, hiring, transmission or distribution of any data or software is prohibited. You must treat the Program and associated materials and any elements thereof like any other copyrighted material.

All requests should be made to:

Head of Publications Service,
OECD Publications Service,
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16, France.

© OCDE, 2003.

© Logiciel, 1987-1996, Acrobat, marque déposée d'ADOBE.

Tous droits du producteur et du propriétaire de ce produit sont réservés. L'OCDE autorise la reproduction d'un seul exemplaire de ce programme pour usage personnel et non commercial uniquement. Sauf autorisation, la duplication, la location, le prêt, l'utilisation de ce produit pour exécution publique sont interdits. Ce programme, les données y afférentes et d'autres éléments doivent donc être traités comme toute autre documentation sur laquelle s'exerce la protection par le droit d'auteur.

Les demandes sont à adresser au :

Chef du Service des Publications,
Service des Publications de l'OCDE,
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16, France.

Mozambique

Mozambique



Maputo

chiffres clés

- Superficie en milliers de km² : 802
- Population en milliers (2001) : 18 644
- PIB par habitant en dollars (2001) : 193
- Espérance de vie (2000-2005) : 38.0
- Taux d'analphabétisme (2001) : 54.7

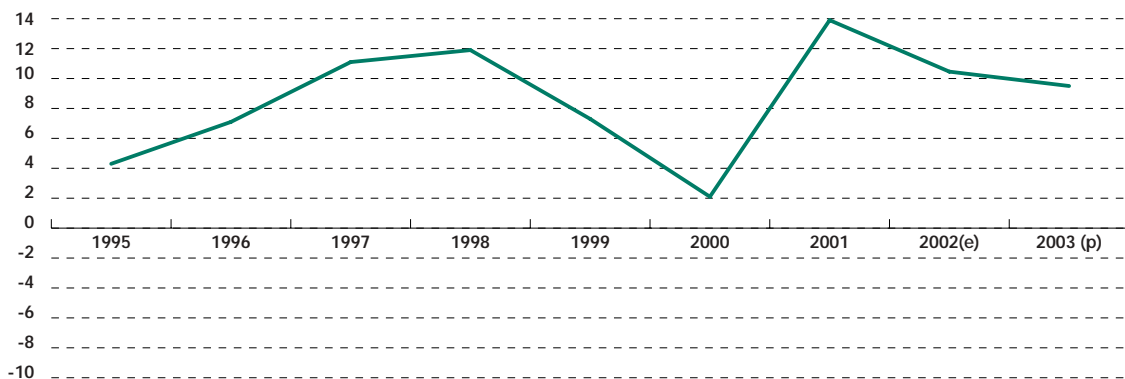
Mozambique

LE MOZAMBIQUE A BEAUCOUP ÉTÉ CITÉ comme exemple de redressement consécutif à un conflit armé. Depuis la fin de la guerre civile, en 1992, il s'est lancé dans une série impressionnante de réformes macro-économiques et structurelles, qui lui ont permis d'afficher un taux de croissance remarquable depuis cinq ans. Cette croissance est toutefois très volatile, ce qui s'explique par des fragilités structurelles du secteur productif, par le poids excessif de l'agriculture ou des branches qui en dépendent et par une situation géographique qui expose le pays aux catastrophes naturelles, comme l'ont clairement démontré les inondations de 2000 et 2001 et la sécheresse de 2002. En recul d'environ 2 pour cent en 2000, l'activité économique s'est reprise l'année suivante, avec un gain de 13.9 pour cent, dopée par la reconstruction qui a suivi les inondations et par la

première année complète de production de la fonderie d'aluminium de Mozal. La croissance devrait tourner autour des 10.5 pour cent en 2002 et atteindre 9.5 pour cent en 2003. Les importants investissements étrangers prévus devraient eux aussi fortement contribuer à la vigueur de l'économie au cours des années à venir. Ces perspectives sont toutefois assombries par la menace du sida. Avec un taux de prévalence de 13.2 pour cent, le Mozambique risque de perdre jusqu'à 2 points de croissance par an. Autre grave défi à surmonter, le niveau de pauvreté absolue dans lequel vit une grande majorité de la population, en général très isolée des marchés et fortement dépendante de l'agriculture de subsistance. Le développement durable du pays suppose également

La croissance économique du Mozambique est toujours soutenue par les grands projets d'investissement

Figure 1 - Taux de croissance du PIB réel^a



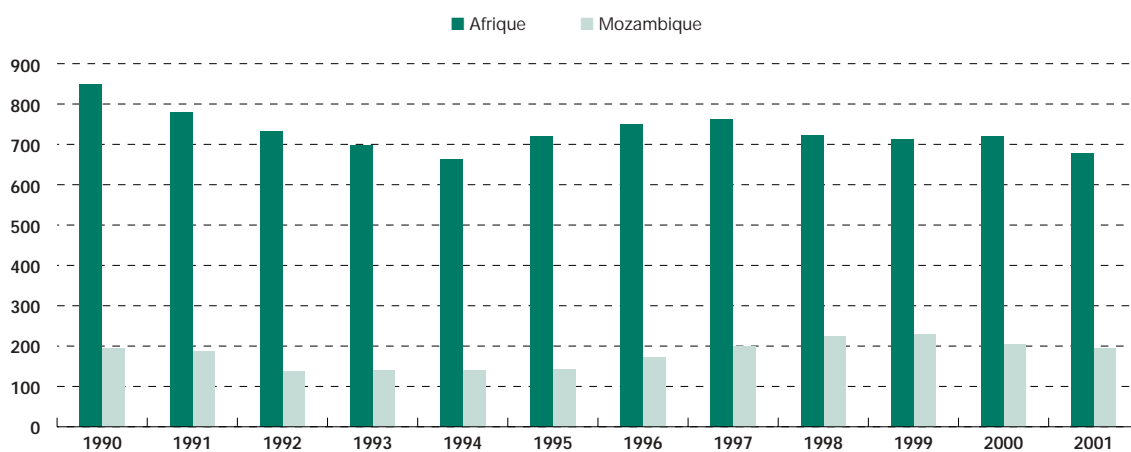
Note : a. L'échelle est différente de celle utilisée pour les autres pays de l'étude, car la croissance du PIB a été supérieure à 10 pour cent.
Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI et des autorités nationales.

de remédier aux fortes inégalités constatées entre les régions du Sud et du Nord.

Dans le cadre de leur lutte contre la misère et la progression du VIH/sida, les pouvoirs publics ont lancé en avril 2001 un plan d'action pour la réduction de la

pauvreté absolue. Il s'agit d'accroître les dépenses d'éducation et de santé tout en se concentrant sur le développement de l'agriculture, des transports et du commerce. Les autorités entendent également poursuivre leurs efforts pour stabiliser l'économie et améliorer la gestion des finances publiques.

Figure 2 - PIB par habitant au Mozambique et en Afrique (en dollars courants)



Source : Estimations des auteurs sur la base des données du FMI.

Développements économiques récents

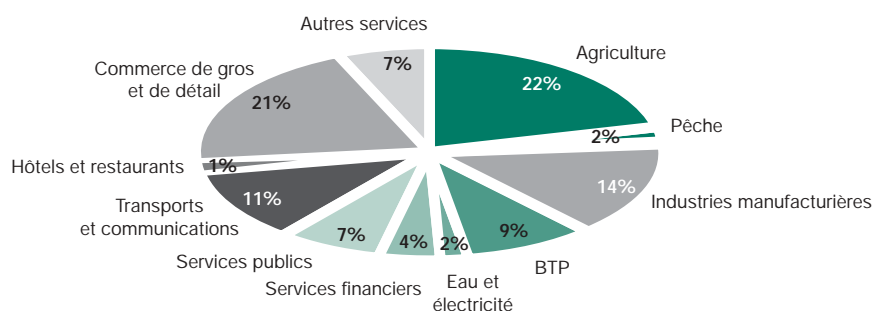
Après près d'une décennie d'efforts soutenus, qui ont également bénéficié de l'instauration de la paix, d'un soutien international enthousiaste à la reconstruction et de conditions météorologiques favorables, les autorités sont parvenues à stabiliser l'économie en 1996. Grâce à la combinaison de ces différents facteurs, le pays a enregistré, sur les cinq dernières années, une croissance remarquable du PIB réel en environnement non inflationniste : environ 8 pour cent en moyenne, soit quelque 5.5 pour cent en termes réels par habitant. Le déclin observé en 2000, consécutif aux inondations qui ont dévasté le pays, a pu être renversé en 2001, grâce à la première année complète de production de la fonderie de Mozal et à un redressement de l'agriculture, du BTP et des transports. La croissance substantielle du BTP est due à la fois aux travaux lancés sur la deuxième phase de Mozal (qui auront pour effet d'en doubler la capacité de production) et à la reconstruction qui a suivi les inondations. Les dernières estimations du gouvernement pour 2001 envisagent une croissance du PIB proche de 14 pour cent. La forte reprise enregistrée dans les transports et le BTP ainsi que les investissements dans de nouveaux projets à grande échelle continuent en 2002 d'être les principaux vecteurs de la croissance (celle-ci devrait s'établir à 10.5 pour cent). Le démarrage de la production à Mozal II et la construction d'un gazoduc pour les exportations en

direction de l'Afrique du Sud devraient étayer la croissance en 2003, laquelle est censée atteindre, selon les prévisions, 9.5 pour cent.

Malgré ces avancées, le processus de développement du pays reste menacé par les chocs internes et externes, comme l'instabilité politique consécutive aux élections de 1999 et les catastrophes naturelles qui ont frappé le Mozambique les deux années suivantes. Les autorités nationales et leurs partenaires internationaux n'ont pas toujours été capables d'apporter les réponses, complexes, à ces chocs. Cette incapacité s'est traduite par une accumulation de tensions macro-économiques, qui a débouché sur une crise monétaire au premier semestre 2001. Les dispositions musclées adoptées alors pour restreindre la liquidité et stabiliser la monnaie nationale ont entraîné une forte augmentation des taux d'intérêt et une contraction des prêts accordés par les banques commerciales, ce qui n'a pas été sans conséquences sur une économie qui n'était pas encore remise d'un important choc négatif sur l'offre.

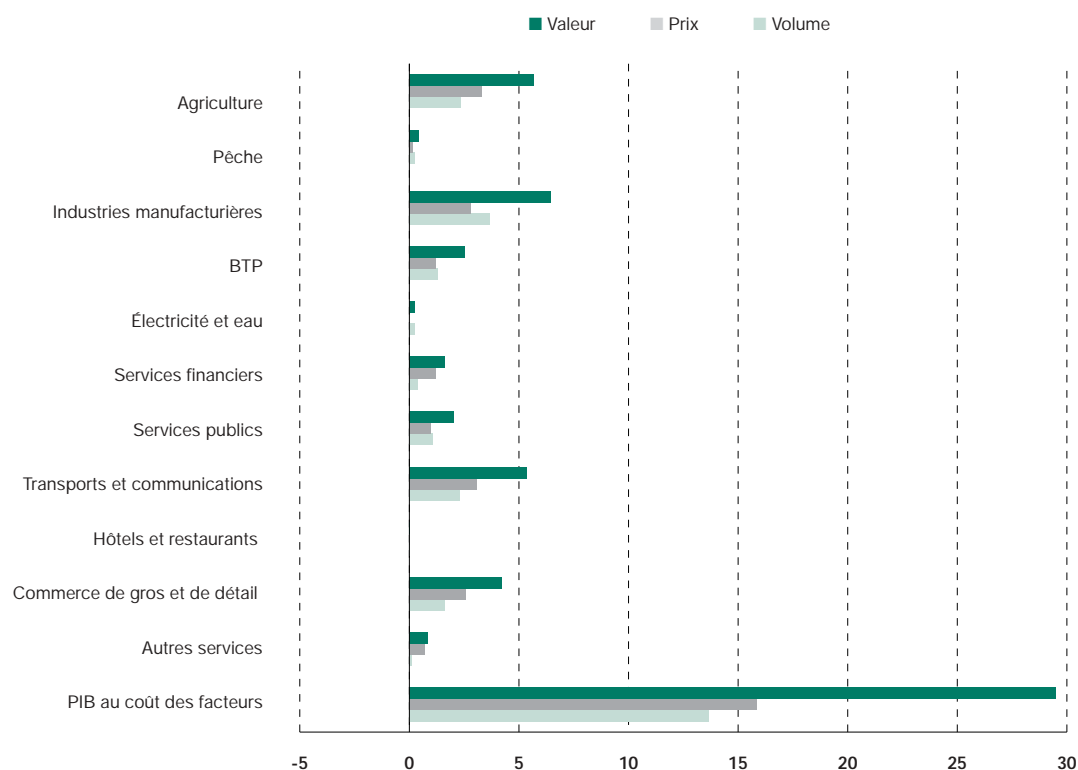
L'économie reste essentiellement axée sur l'agriculture, qui fait vivre environ 80 pour cent de la population. Ce secteur comprend un très grand nombre de petites exploitations, qui représentent près de 95 pour cent de la valeur ajoutée agricole, avec principalement des cultures vivrières comme le maïs et le manioc, et quelques cultures commerciales, comme le coton, les noix de cajou et, plus récemment, la canne à sucre. Sans

Figure 3 - Ventilation sectorielle du PIB en 2001



Source : Estimations des auteurs sur la base des données de l'Institut national de statistiques.

Figure 4 - Contribution à la croissance du PIB réel en 2001



Source : Estimations des auteurs sur la base des données de l'Institut national de statistiques.

atteindre, et de loin, leur potentiel véritable, le sucre et le coton ont enregistré des résultats raisonnables ces dernières années, même si la production cotonnière est fortement tributaire des cours mondiaux. Encore protégée de la concurrence étrangère, l'industrie sucrière

est en cours de modernisation sous l'action de capitaux étrangers, grâce auxquels le volume issu des quatre principales exploitations est passé de 67 000 tonnes en 2000/01 à 214 000 en 2001/02. Le total devrait atteindre 400 000 tonnes en 2005, lorsque les raffineries

fonctionneront à plein régime. Bien que la production actuelle soit inférieure à la consommation locale, le Mozambique a été autorisé à exporter un volume limité de sucre vers l'UE, dans le cadre de l'initiative baptisée « tout sauf les armes ». Cependant, les producteurs enregistrent de lourdes pertes car les importations, en particulier zimbabwéennes, contournent la surtaxe qui devrait leur être appliquée¹. Afin d'alléger la pression provoquée par cette concurrence, le gouvernement a accordé en avril 2002 une exonération temporaire de la TVA sur le sucre.

La production de noix de cajou – secteur dans lequel le Mozambique était un des leaders mondiaux au début des années 70 – s'est effondrée à la suite des politiques controversées adoptées au milieu des années 90. Sur le conseil de la Banque mondiale, les autorités ont libéralisé en 1995 la commercialisation et les échanges de noix de cajou non décortiquées, dont l'exportation était jusqu'alors interdite. Le pays était alors le premier producteur mondial de cette denrée sous sa forme torréfiée. Compte tenu des avantages financiers que présentait l'exportation de noix non décortiquées et de la disposition des torréfacteurs indiens à acheter ces matières premières pour alimenter un secteur de la transformation en pleine expansion, les sociétés de négoce sont parvenues à évincer du marché les torréfacteurs locaux. Presque toutes les usines implantées au Mozambique ont donc dû fermer, privant de moyens de subsistance des dizaines de milliers de travailleurs et leurs familles. Cette libéralisation est intervenue immédiatement après la privatisation du secteur et s'est opérée sans aucune négociation. Les nouveaux propriétaires et la direction des entreprises privatisées y étaient largement hostiles, car la restructuration du secteur n'était pas encore réalisée et ils n'étaient pas prêts à affronter la concurrence indienne. En outre, la libéralisation s'est également opérée au détriment des agriculteurs, qui étaient censés obtenir des prix plus élevés en écoulant leurs produits sur le marché mondial et qui ont en fait vu leur situation empirer, puisque la quasi-absence de concurrence locale permet aux négociants et aux exportateurs mozambicains de noix non décortiquées de faire baisser les prix.

La croissance de l'agriculture en 2001 est estimée à 10.8 pour cent. Malgré les inondations qui ont touché certaines zones des provinces centrales au début 2001, entraînant la perte de quelque 77 000 hectares, les récoltes ont été bonnes, en particulier pour le maïs. Lors de la campagne 2002, la sécheresse qui a frappé certaines parties du centre et du Sud du pays a entraîné une baisse de plus de 60 pour cent de la production céréalière totale par rapport aux prévisions. Selon les estimations du programme alimentaire mondial (PAM), quelque 600 000 personnes (soit environ 3 pour cent de la population totale) avaient besoin d'aide alimentaire en octobre 2002. Cependant, dans les principales zones céréalières du Nord et du centre du pays, les récoltes ont en fait augmenté. Sur l'ensemble du pays, la production de maïs est estimée à 1.24 million de tonnes pour 2002, soit 8 pour cent de plus qu'en 2001. En d'autres termes, le Nord du pays dispose d'un excédent de 100 000 tonnes ; néanmoins, vu le coût élevé des transports intérieurs, il ne serait pas économiquement rationnel d'expédier ces volumes vers les zones du Sud frappées par la disette. Cet excédent sera donc sans doute exporté vers les pays voisins, en premier lieu le Malawi, et les besoins des régions touchées, estimés à 642 000 tonnes, seront pour partie comblés par 70 050 tonnes d'aide alimentaire.

Outre le mauvais état des routes, entrave majeure à l'acheminement des denrées, l'agriculture souffre de diverses faiblesses et de goulets d'étranglement. On estime que seuls 10 pour cent des 36 millions d'hectares de terres cultivables sont actuellement utilisés à des fins productives, faute essentiellement de réseaux d'irrigation et d'autres infrastructures agricoles. Par ailleurs, l'absence de système financier en milieu rural, susceptible d'inciter à l'épargne et d'accorder des crédits, compromet la commercialisation des produits issus de la culture et de l'élevage. L'accès au crédit est également freiné par le dispositif actuel d'occupation des sols, qui interdit la propriété privée des terres, et par l'absence de marché des titres fonciers, qui empêche d'utiliser les terrains comme garantie dans les procédures de demande

1. Selon l'Institut national du sucre (INA), environ 80 000 tonnes de sucre sont chaque année introduites illégalement au Mozambique.

de prêts. De plus, les intrants et le matériel employés sont de très mauvaise qualité et les engrais rarement utilisés, car ils sont trop onéreux.

Afin de favoriser le développement du secteur, le ministère de l'Agriculture et du développement rural a lancé un programme d'investissement dans l'agriculture (PROAGRI), avec une aide substantielle de la communauté des bailleurs de fonds. Lancé en 1999 pour une durée de cinq ans, ce projet vise à accroître la capacité de production et les rendements par l'introduction de technologies à haute intensité de main-d'œuvre et par la gestion durable des ressources agricoles. Il comporte une série d'initiatives telles que la diffusion de pratiques culturelles et de méthodes de préparation des récoltes améliorées pour les principales cultures vivrières et de rapport, la facilitation de l'accès au marché et aux services financiers (en particulier pour les petits producteurs), la transmission d'informations sur les marchés et la promotion et le soutien à la constitution d'associations d'exploitants et à l'investissement privé consacré aux infrastructures de commercialisation.

La production manufacturière a connu une progression spectaculaire au cours des cinq dernières années, avec une moyenne de 16.1 pour cent entre 1995 et 1999. Ce phénomène tient à une remontée substantielle de l'utilisation des capacités et à la montée en puissance des entreprises privatisées, plus efficaces. Ce secteur a néanmoins beaucoup souffert des inondations de 2000, avant de se reprendre en 2001, avec une croissance de l'ordre de 30.5 pour cent. Outre qu'elle traduit une reprise à partir d'un niveau très faible, la croissance enregistrée en 2001 s'explique par la première année complète de production de la fonderie de Mozal. Ce projet d'investissement direct étranger (IDE), le plus important jamais lancé dans le pays (1.3 milliard de dollars), est entré en phase de production en juin 2000. Après l'annonce, 12 mois plus tard, d'un projet de doublement de capacité, pour 840 millions de dollars, nombre des entreprises de BTP les plus importantes et les plus compétentes ont participé à cette seconde phase (Mozal II), contribuant au passage à une croissance de leur branche en 2001 d'environ 13.8 pour cent.

C'est principalement grâce à de tels « méga-projets » et à la mise en place de couloirs de développement que les autorités entendent encourager la mutation structurelle de l'économie nationale. Jusqu'ici, ces initiatives, parmi lesquelles celle de Mozal, se sont concentrées dans le couloir de développement de Maputo. Conçu conjointement par les gouvernements sud-africain et mozambicain, celui-ci constitue un lien direct entre le port de Maputo et le cœur industriel de l'Afrique du Sud. D'autres projets existent – sur le papier ou à différents stades de réalisation, de montage financier ou de formation de partenariats – concernant l'établissement de couloirs analogues partant de Beira (au centre) et de Nacala (au Nord).

Le développement du sud du pays, qui passe lui aussi par de grands projets d'IDE, connaît une impulsion nouvelle avec l'entrée en phase de construction, en 2002, d'un gazoduc reliant les gisements de Pande et Temane (dans la province d'Inhambane) à la ville de Secunda, en Afrique du Sud, afin de desservir l'important marché gazier de ce pays. D'une longueur de 895 km, ce gazoduc représente un budget de 1 milliard de dollars et sera détenu en participation par la société sud-africaine Sasol et par les deux pays.

D'autres investissements majeurs sont en cours de réalisation ou en projet. Il s'agit notamment de la mise en exploitation de lentilles de sable bitumineux à Chibuto (province de Gaza, dans le Sud) et à Moma (province de Nampula, dans le Nord).

Le secteur de l'eau et de l'électricité a connu une croissance de 11.5 pour cent en 2001, principalement grâce à l'électricité produite par le barrage *Hidroelectric Cahora Bassa* (HCB), détenu respectivement à 82 et 18 pour cent par le Portugal et l'État mozambicain. De la province occidentale de Tete, où se situe cet ouvrage, l'énergie est dirigée vers le sud, en direction de l'Afrique du Sud, qui la réexporte vers le Mozambique. Par contrat, plus de 50 pour cent de la production sont cédés à l'Afrique du Sud à un tarif particulier. Environ 40 autres pour cent sont achetés par le Zimbabwe, ce qui en laisse moins de 10 pour cent au Mozambique. Un accord signé en avril 2002 avec l'électricien sud-africain Eskom permet au

Mozambique d'acheter son électricité à HCB au prix local et dans la devise du pays, mais il doit acquitter une redevance de transit pour l'utilisation des lignes de transport d'Eskom.

Des négociations sont en cours entre le Mozambique et le Portugal concernant l'avenir du barrage HCB². Malgré les efforts déployés ces dernières années par les pouvoirs publics pour l'électrification des campagnes, seuls 6 pour cent environ de la population ont actuellement accès à l'énergie électrique, les autres restant tributaires de biomasses.

Sa situation stratégique confère au Mozambique un vaste potentiel dans les transports et les infrastructures de communication. L'État a lancé des programmes pour moderniser les équipements (portuaires, ferroviaires et routiers) des couloirs de développement de Maputo,

Nacala et Beira qui, respectivement, relie le pays à l'Afrique du Sud, au Malawi et au Zimbabwe. En 2001, ce secteur a enregistré une croissance de 24.6 pour cent, grâce au rétablissement des réseaux routier et ferroviaire du sud du pays, totalement désorganisés par les inondations de 2000.

La vive croissance économique enregistrée entre 1996 et 1999 est principalement due à la demande intérieure. La consommation privée a bénéficié de l'aide extérieure et a pu se maintenir à un seuil minimal. La hausse des investissements à partir de 1999, sous l'effet de l'IDE, a provoqué une évolution marquée des composantes de la demande dans le PIB. Parallèlement à cette remarquable hausse de l'investissement, la position extérieure du pays s'est spectaculairement améliorée en 2001, grâce aux exportations de l'aluminium produit à Mozal.

Tableau 1 - Composantes de la demande (en pourcentage du PIB)

	1995	1999	2000	2001	2002(e)	2003(p)
Formation brute de capital	28.0	36.8	35.2	36.6	43.1	49.0
Secteur public	16.1	11.5	13.3	14.0	13.5	12.6
Secteur privé	11.9	25.3	21.9	22.6	29.6	36.4
Consommation	98.9	90.8	92.5	79.9	72.1	63.0
Publique	7.8	12.2	13.5	11.4	11.5	11.1
Privée	91.1	78.6	79.0	68.5	60.6	51.9
Demande extérieure	-26.9	-27.6	-27.7	-16.5	-15.2	-12.0
Exportations	12.1	12.2	12.3	21.9	22.9	24.7
Importations	-39.0	-37.7	-40.0	-38.5	-38.1	-36.7

Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI et des autorités nationales.

Politique macro-économique

Politique budgétaire et monétaire

Depuis 1997, le gouvernement doit présenter son projet de budget à l'Assemblée nationale dans une optique à moyen terme : les dépenses sont planifiées pour les cinq années à venir. Cependant, l'existence

d'activités extrabudgétaires nuit à la conduite et à l'analyse de la politique macro-économique et budgétaire.

Afin d'améliorer l'efficacité, la transparence et la responsabilité à propos de l'utilisation des fonds publics, le gouvernement a réalisé un examen de la gestion des dépenses publiques. Pour la loi de finances 2002, il a

2. La direction du barrage se plaint de ce que le prix acquitté par Eskom pour l'électricité produite est trop faible pour permettre à HCB de rembourser son énorme dette envers le Trésor portugais ou de servir de moteur de développement dans la vallée du Zambèze. Les autorités portugaises ont récemment fait part de leur préoccupation quant à ce dispositif, qui a pour effet de subventionner l'économie sud-africaine aux dépens des économies mozambicaine et portugaise.

également adopté un système de classification fonctionnelle plus détaillé. Le rapport sur l'exécution du budget 2002 examinera les activités extrabudgétaires et, surtout, les programmes financés par la communauté des bailleurs de fonds et les prêts du Trésor. En outre, fin novembre 2001, le conseil des ministres a approuvé un projet de loi sur la gestion des finances publiques. Ce texte assoit le rapport et le contrôle centralisé du budget sur une base solide et souscrit aux principes modernes de responsabilité et de transparence en matière de deniers publics.

La stabilité macro-économique reste largement dépendante de l'aide extérieure. En 2001, celle-ci représentait 46 pour cent du total des dépenses publiques et, ce qui mérite d'être noté, les deux tiers des investissements de l'État.

Le collectif budgétaire de 2001 prévoyait une augmentation significative des dépenses, à hauteur de 31 pour cent du PIB, qui devaient être en partie financées par un accroissement de l'aide. Cette augmentation traduisait la priorité accordée à la réponse aux conséquences économiques et sociales des inondations, et les coûts de la recapitalisation de deux des principales banques commerciales privées (avec une part d'actionariat public) – la *Banco Austral* (BA) et la *Banco Commercial de Moçambique* (BCM) – qui ont souffert de problèmes de liquidités et de solvabilité. Les frais financiers liés aux obligations émises pour cette opération ont représenté 2.3 pour cent du PIB en 2001 et devraient encore dépasser 1 pour cent de la richesse nationale en 2002.

Le gouvernement s'efforce par ailleurs d'accroître les recettes afin de limiter les déficits (le déficit global de l'État avant les dons s'élevait à 18.2 pour cent du PIB en 2001). En 2001, la généralisation de la taxe sur la valeur ajoutée, introduite en 1999, ainsi que l'effet positif sur les droits de douane collectés de la dévalorisation de la monnaie, se sont traduits par des recettes supérieures aux prévisions, de 0.5 pour cent du PIB.

Les objectifs budgétaires à moyen terme prévoient une réduction significative de la dépendance envers l'aide et donnent la priorité à l'assainissement des finances publiques. En 2002, les autorités ont cherché à diminuer de manière substantielle les dépenses totales. L'état d'urgence, les efforts de reconstruction consécutifs aux inondations et le renflouement de la BA et de la BCM appartenant au passé, il s'agissait de faire passer celles-ci sous la barre des 30 pour cent du PIB. Cependant, le collectif budgétaire voté en septembre 2002 repassait au-dessus de ce seuil. A moyen terme, la rationalisation des dépenses imposera une amélioration du contrôle et de l'efficacité, ainsi que la réduction des lignes budgétaires non essentielles. L'État continuera néanmoins d'accroître les dépenses sociales, en particulier pour les soins de santé primaires et l'éducation. Ainsi, les secteurs prioritaires ont absorbé 68 pour cent des ressources budgétaires (hors intérêts) en 2002³, contre 66.2 pour cent en 2001.

Le cadre budgétaire à moyen terme fixe comme objectif de porter les recettes à 15 pour cent du PIB d'ici 2005. A cette fin, les autorités projettent et ont commencé d'appliquer une série de réformes visant à accroître l'efficacité du système fiscal. Un nouveau code des incitations a ainsi été introduit en 2002 pour limiter la nature et l'ampleur des exonérations accordées aux investisseurs, ce qui permet au passage un contrôle et un suivi efficaces. Cette disposition, conjuguée à des progrès en termes de collecte, a permis d'améliorer les recettes de 5 pour cent entre les premiers semestres 2001 et 2002. En outre, une nouvelle loi sur l'impôt sur le revenu a été soumise au parlement en décembre 2001, qui devrait être pleinement effective en 2003.

Depuis le milieu des années 90, les autorités mozambicaines parviennent de mieux en mieux à endiguer le gonflement de la masse monétaire au sens large et à maîtriser l'inflation. Avec la privatisation partielle des banques d'État, en 1996 et 1997, les pertes du système bancaire ont cessé d'alimenter la croissance de cette masse monétaire, qui a ainsi été ramenée de

3. Entre janvier et juin 2002, quelque 21 pour cent des dépenses courantes avaient été consacrés à l'éducation, 10 pour cent à la santé et 8 pour cent à la sécurité et à l'ordre public. Concernant les investissements, 22.5 pour cent sont allés aux travaux routiers, 11.8 pour cent aux autres travaux publics et 12.1 pour cent à l'agriculture et au développement rural.

Tableau 2 - Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	1995	1999	2000	2001	2002(e)	2003(p)
Total des recettes (avec dons)^a	20.9	23.6	24.3	25.8	23.8	25.0
Recettes fiscales	10.2	11.0	11.6	11.5	11.9	13.1
Dons	9.7	11.7	11.6	12.9	10.5	10.6
Dépenses totales (et prêts nets)^a	23.9	25.1	28.4	31.1	31.7	29.2
Dépenses courantes	10.1	12.2	13.3	14.0	15.1	13.7
<i>Sans les intérêts</i>	8.5	11.6	13.1	13.4	13.5	12.9
Salaires et traitement	2.3	5.8	6.5	6.6	6.5	6.4
Paiements d'intérêts	1.6	0.6	0.2	0.6	1.6	0.8
Dépenses en capital	13.3	11.5	13.3	14.0	13.5	12.6
Solde primaire	-1.4	-0.8	-3.9	-4.7	-6.4	-3.4
Solde global	-3.0	-1.4	-4.1	-5.3	-7.9	-4.2

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI et des autorités nationales.

55 pour cent en 1995 à 35 pour cent en 1999. Quant à l'inflation, elle est passée d'un niveau annuel de 52 pour cent en 1995 à un niveau qui a rarement dépassé 4 pour cent sur la période 1998-99.

A la suite des perturbations des réseaux de distribution causées par les inondations, l'inflation annuelle repassait au-dessus de 10 pour cent en 2000, pour finir l'année à 11.4 pour cent. Ce taux s'est de nouveau accéléré en 2001, atteignant 21.9 pour cent en décembre, contre un objectif officiel de 7 pour cent. Ce phénomène est dû à des faiblesses de la monnaie nationale au premier semestre 2001, ainsi qu'aux conséquences monétaires et budgétaires de la crise bancaire.

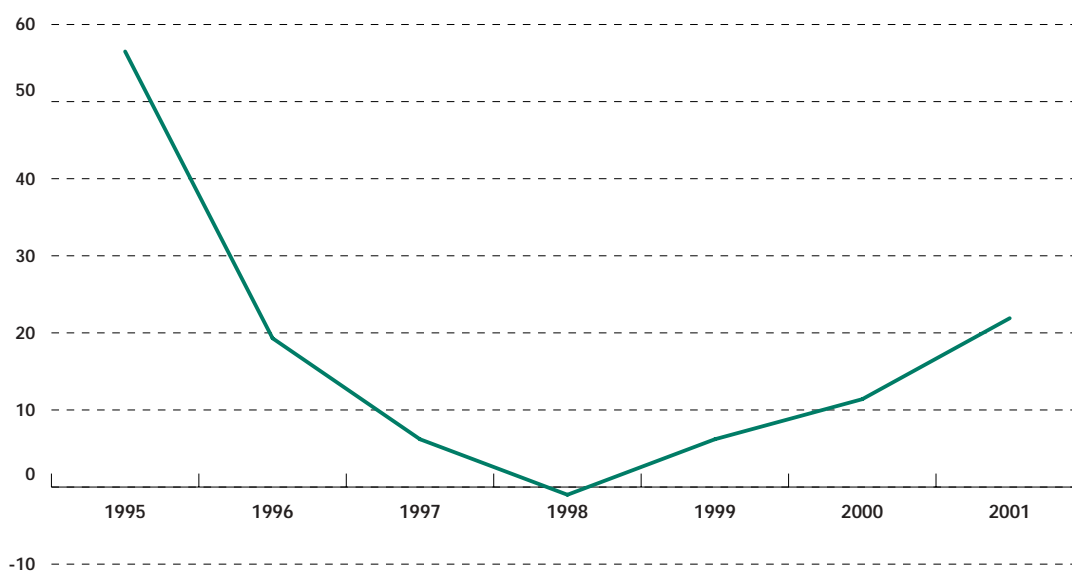
Pour y faire face, les autorités ont donné en 2001 un net tour de vis monétaire : augmentation des taux d'intérêt, la banque centrale relevant ses taux des prises en pension de 22.5 pour cent en janvier à 30 pour cent en mars et 35 pour cent en septembre. Parallèlement, les autorités monétaires ont relevé leurs normes de réserves obligatoires⁴. En outre, *Banco de Moçambique* (l'institut d'émission) a intensifié ses opérations d'*open market*, ce qui a conduit à une augmentation de 30 pour cent de l'encours des bons du Trésor entre juin 2001 et mars 2002, tout en accroissant ses ventes de devises, en vue de stériliser les dépenses publiques financées par l'aide.

La progression de la masse monétaire au sens large, qui avoisinait 48 pour cent en août 2001, est retombée à 30 pour cent en mars 2002. L'objectif pour fin 2002 a été fixé à 19 pour cent et celui relatif à l'inflation à 8.1 pour cent. En 2002, l'augmentation des prix à la consommation a atteint un pic de 25 pour cent en février (par rapport à février 2001) mais est retombée à un taux de 9 pour cent en novembre (par rapport à novembre 2001), grâce à l'adoption d'une politique monétaire rigoureuse. Le taux moyen d'inflation pour l'année 2002 est estimé à près de 9.5 pour cent et les prévisions pour 2003 tablent sur un taux de 8 pour cent.

Dans le cadre de son régime de change flottant, la monnaie nationale (le metical) a reculé en 2000 de 18.6 pour cent en termes nominaux face au dollar. Ce mouvement s'est accéléré l'année suivante, pour atteindre 28 pour cent entre décembre 2000 et juin 2001. On peut y voir la résultante de différents facteurs. D'une part, les inondations de 2000 ont entraîné une hausse des importations, qui a mis le système financier à rude épreuve. D'autre part, les turbulences politiques de la même année ont intensifié la dollarisation de l'économie, avec la conversion d'une proportion croissante des dépôts bancaires en dollars. Le metical a fini par se stabiliser au troisième trimestre 2001, en réponse aux mesures d'austérité monétaire. Entre décembre 2001 et juin 2002, il n'a perdu que 2.1 pour cent de sa valeur

4. Les réserves obligatoires à deux semaines sont en particulier passées de 7.95 à 11.51 pour cent, tandis qu'une réserve journalière minimale de 10 pour cent était instituée.

Figure 5 - Taux d'inflation (en fin de période)



Source : Données du FMI et des autorités nationales.

face au billet vert, soit près de 26 points de pourcentage de moins que sur la période correspondante de l'année précédente, soutenu par des taux d'intérêt élevés et la performance des exportations. Sa bonne tenue vis-à-vis du dollar s'est poursuivie au cours du second semestre 2002.

Position extérieure

Grâce aux réformes des années 90, le Mozambique possède aujourd'hui l'un des régimes commerciaux les plus ouverts d'Afrique australe. Les licences à l'importation ont été supprimées au début de la décennie et les autorisations administratives abolies en 1998. La structure des tarifs douaniers a été simplifiée et les droits *ad valorem* sur différentes catégories de marchandises ont été regroupés. Dans le contexte du protocole commercial de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), qui vise à annuler les tarifs douaniers sur les échanges intra-zone, les autorités feront passer le taux plafond de 30 à 25 pour cent à compter de janvier 2003.

En décembre 2001, le Congrès des États-Unis a admis le Mozambique parmi les bénéficiaires de la loi sur la croissance et les possibilités économiques en

Afrique (AGOA). Les textiles, vêtements et chaussures produits dans ce pays peuvent ainsi être exportés en franchise de droits vers le marché américain. Cependant, il est difficile de jauger la portée de cette exonération, vu le faible développement du secteur textile dans le pays, secteur dont la situation a en outre été aggravée par l'incapacité de la plupart des entreprises, privatisées ou restées sous le contrôle de l'État, à affronter la concurrence étrangère (qui profite à la fois de la libéralisation des échanges et de la contrebande).

Globalement, les exportations dépendent depuis longtemps d'un petit nombre de produits issus de l'agriculture et de la pêche : crevettes, coton, bois d'œuvre et noix de cajou. Si les exportations de bois d'œuvre et de coton renouent peu à peu avec leurs niveaux d'avant-guerre, celles de noix de cajou ont fortement diminué depuis le milieu des années 90, pour s'inscrire en deçà de 2 pour cent des recettes totales à l'exportation en 2001. Ce secteur souffre également de la chute brutale des prix mondiaux : en 2001, ceux-ci représentaient moins de la moitié de la moyenne enregistrée sur la période 1995-2000. L'éventail des produits vendus à l'étranger commence néanmoins à se diversifier : depuis 1998, les grands projets lancés dans le couloir de Maputo ont profité

aux exportations d'électricité, celle-ci devenant en 2001 le troisième poste exportateur du pays, après l'aluminium et les crevettes.

En 2001, la structure des importations a été caractérisée par un recul des importations de biens de consommation, d'outillages et d'équipements, dû principalement pour les premières à un tassement de l'aide d'urgence et, pour les autres, à la fin des travaux de reconstruction consécutifs aux inondations de 2000. Dans le même temps et du fait des projets d'investissement dans le couloir de Maputo, les importations de carburant et d'électricité ont considérablement augmenté. La balance commerciale s'est spectaculairement redressée en 2001. Son déficit est en effet passé de 447.9 à 307.6 millions de dollars

entre 2000 et 2001, sous l'effet d'un quasi-doublement des exportations en valeur, de 364 à 703.7 millions de dollars. Cette hausse de 93.3 pour cent est due aux exportations d'aluminium de Mozal, qui représentent environ 400 millions de dollars. Toujours en valeur, les importations ont légèrement diminué : de 1.1623 milliard de dollars en 2000, elles sont tombées à 1.1175 milliard l'année suivante.

Malgré une augmentation des importations de biens et services liées à la poursuite des grands projets d'investissements étrangers, parmi lesquels Mozal II, le gazoduc vers l'Afrique du Sud ou la mise en exploitation des lentilles de sable bitumineux, la vigueur des exportations devrait contribuer en 2002 et 2003 à réduire l'actuel déficit des opérations courantes.

Tableau 3 - Comptes courants (en pourcentage du PIB)

	1995	1999	2000	2001	2002(e)	2003(p)
Balance commerciale	-23.6	-22.9	-20.8	-12.6	-11.3	-8.2
Exportations de biens (f.o.b.)	7.4	7.1	9.5	21.4	22.4	24.2
Importations de biens (f.o.b.)	-31.0	-30.1	-30.3	-34.0	-33.7	-32.4
Services ^a	-5.3	-5.9	-5.6	-11.0		
Revenu des facteurs ^a	0.0	0.0	0.0	0.0		
Transferts courants	14.5	10.9	14.8	14.3		
Solde des comptes courants	-20.7	-18.0	-11.7	-9.4		

Note : a. Le revenu des facteurs est intégré dans les services.

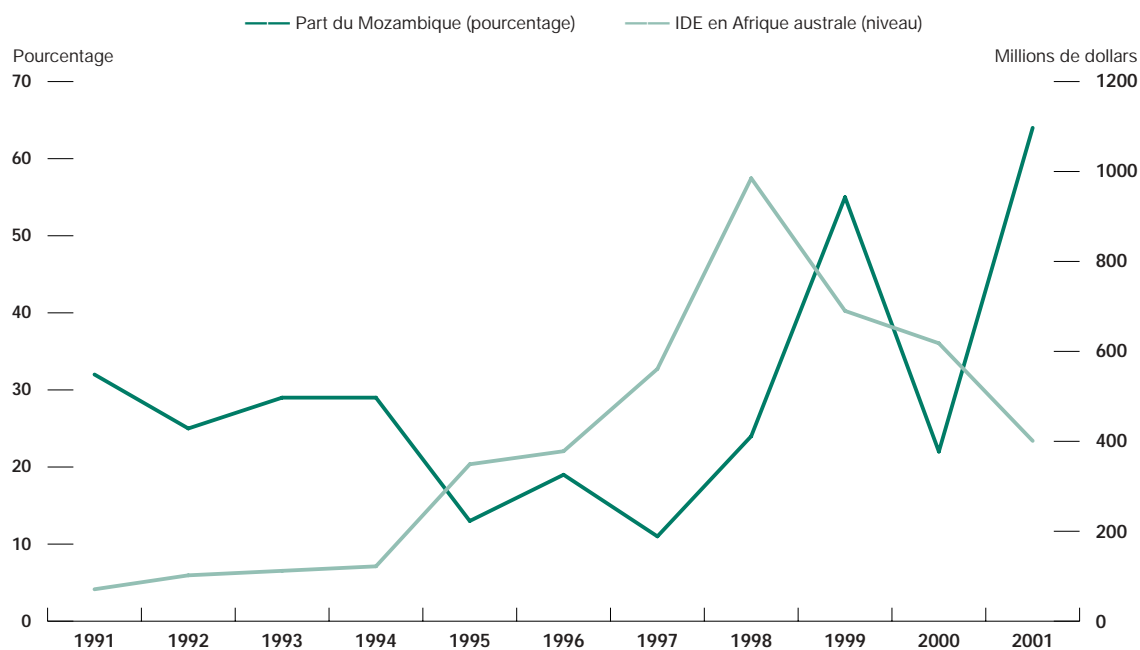
Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI et des autorités nationales.

En pleine expansion, l'IDE joue un rôle majeur au Mozambique depuis le milieu des années 90. Jusqu'en 1996, ces flux étaient principalement attirés par les privatisations dans les secteurs du tourisme, de l'industrie et de la banque. Depuis lors, ils sont essentiellement dirigés vers l'exploitation des ressources naturelles, avec le lancement de projets de grande ampleur ou à forte intensité capitalistique. Plusieurs raisons concourent à l'attractivité du Mozambique : exonérations et incitations fiscales, régime libéral sur le transfert des bénéfices et des dividendes, énergie bon marché et importantes ressources hydroélectriques et gazières. Selon le *Rapport sur l'investissement dans le monde 2002*, publié par la CNUCED, la construction et l'extension de la fonderie de Mozal placent le pays au sixième rang des destinataires d'IDE en Afrique subsaharienne,

derrière l'Afrique du Sud, l'Angola, le Nigeria, le Soudan et la Côte d'Ivoire.

En 2001, 129 projets représentant au total quelque 2.5 milliards de dollars ont été approuvés, soit un taux d'approbation de 82 pour cent, contre 68 l'année précédente. Le Centre de promotion des investissements (CPI) estime que 15 000 nouveaux emplois pourraient être créés si tous ces projets étaient concrétisés. La plupart des investissements en question concernent l'industrie (46 pour cent) et le tourisme (40 pour cent). Les sources traditionnelles d'IDE au Mozambique sont l'Afrique du Sud, le Portugal et le Royaume-Uni. Plus récemment sont venus s'y ajouter la Chine, Hong Kong, l'Italie, le Japon et Maurice pour de grands projets dans le secteur bancaire et les industries manufacturières.

Figure 6 - Part des flux d'IDE au Mozambique par rapport au reste de l'Afrique australe^a

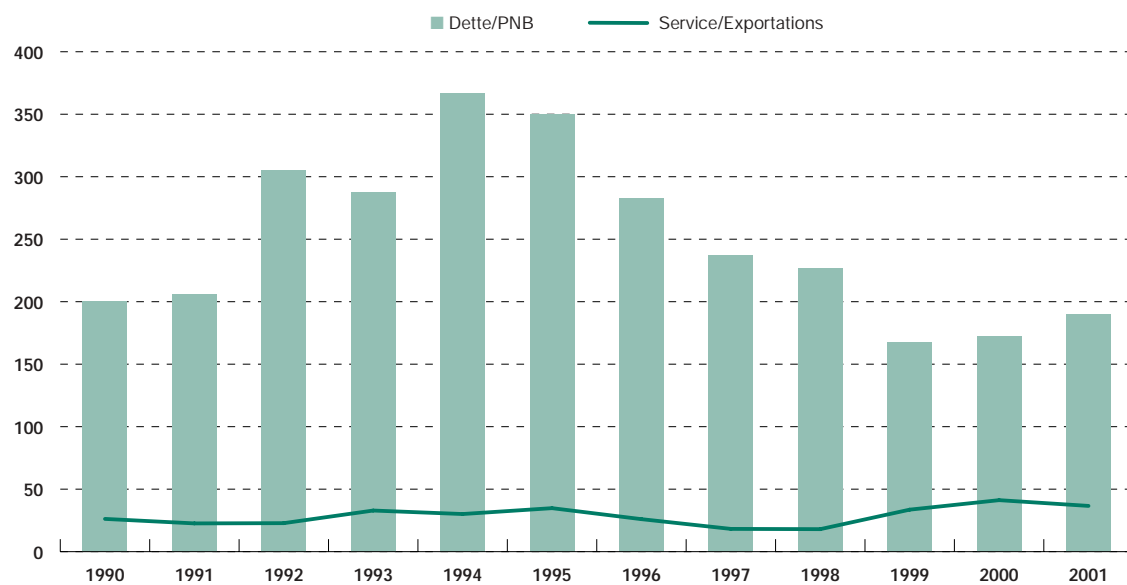


a. Concerne les flux IDE au Botswana, à Maurice, au Mozambique, en Zambie et au Zimbabwe.

Source : UNCTAD (2002), World Investment Report.

285

Figure 7 - Part de l'encours de la dette dans le PNB et ratio du service sur les exportations (en pourcentage)



Source : Banque mondiale.

Plus de la moitié des investissements sont concentrés dans la région de Maputo, où la proximité des administrations et la présence du CPI facilitent l'obtention des multiples autorisations nécessaires pour installer et faire fonctionner une entreprise.

L'aide extérieure a été, et demeure, cruciale pour compenser le déficit des opérations courantes et, plus généralement, pour surmonter la crise humanitaire des années 90 et du début des années 2000. Corollaire de l'aide considérable reçue au cours des années 80, le Mozambique a accumulé une lourde dette extérieure, qui a atteint l'impressionnant niveau de 352.2 pour cent du PNB en 1994 (en valeur nominale). Depuis 1987, une série de renégociations et de rééchelonnements ont eu lieu avec les bailleurs de fonds internationaux, notamment le FMI, la Banque mondiale et le Club de Paris (qui regroupe les créanciers publics bilatéraux). Au vu des réformes économiques remarquables entreprises pendant les années 90 et du fardeau insupportable de la dette extérieure, les créanciers ont accepté, en avril 1998, d'inclure le Mozambique dans la première initiative PPTE. Le pays a atteint le point d'achèvement (stade auquel la dette se trouve effectivement allégée) en juin 1999. Il a alors eu droit à 1.7 milliard de dollars de remise d'intérêts en valeur actuelle nette (soit environ 3.7 milliards en termes nominaux). Il bénéficie de plus d'une remise supplémentaire au titre de l'initiative PPTE renforcée (lancée en 1999), pour laquelle il a atteint le point d'achèvement en septembre 2001 (il est le troisième pays du monde dans ce cas, après la Bolivie et l'Ouganda). A la suite de ces déblocages, il a fait l'objet d'un nouvel allègement de la part du Club de Paris le 17 novembre 2001, portant le total sur l'année à quelque 482 millions de dollars. L'ordre de grandeur devrait être le même pour l'année 2002. L'ensemble des annulations accordées a ramené la dette extérieure du Mozambique de 8.3 milliards de dollars en 1998 à 6.03 milliards de dollars en décembre 2001.

Questions structurelles

Depuis quelques années, le Mozambique s'est lancé dans un vaste programme de refonte structurelle :

privatisations, développement du secteur financier et réforme du secteur public.

Le programme de privatisation a démarré en 1989, avec le vote de la première loi régissant les procédures administratives de vente des entreprises publiques par adjudication. Une unité technique pour la réorganisation des entreprises (UTRE) a été créée en 1991, avec pour mission de coordonner la restructuration des moyennes et des grandes entreprises. Les PME dépendaient déjà d'une commission nationale d'évaluation et de cession, installée dans chaque ministère compétent et chargée de superviser les restructurations.

Fin 1997, 840 des 1 248 entreprises publiques avaient été privatisées dans tous les secteurs de l'économie. Plus de 90 pour cent du total étaient des PME, rachetées par des ressortissants mozambicains. En ce qui concerne les ventes opérées par l'UTRE (moyennes et grandes entreprises), environ la moitié des titres de propriété ont été acquis par des intérêts étrangers, essentiellement portugais, sud-africains, américains et mauriciens.

A la fin du premier semestre 2002, 20 grandes et 200 petites entreprises publiques restaient à privatiser, principalement dans les transports et les communications. Si la procédure en est encore à ses débuts pour *Telecomunicações de Moçambique* (TDM), l'opérateur du réseau fixe, un appel d'offres a récemment été lancé pour la mise en place d'un deuxième réseau mobile, destiné à concurrencer la société parapublique MCell. En juin 2002, c'est à *Vodacom Mozambique*, dont l'actionnariat est majoritairement sud-africain, qu'a été attribuée cette licence, pour 15 millions de dollars. Dans les transports, le marché aérien intérieur a certes été déréglementé en mai, mais la compagnie nationale reste la propriété de l'État du fait de la crise que traverse ce secteur et de l'absence d'offres acceptables. La société qui exploite les ports et les voies ferrées (CFM) est en cours de privatisation et certains ports, services portuaires et chemins de fer ont été déréglementés avec succès. La cession des entreprises publiques restantes sera effectuée par le tout nouvel Institut de gestion des participations d'État (IGEP), appelé à remplacer l'UTRE.

Au départ, le programme de privatisations se justifiait avant tout par la nécessité de réduire la ponction des entreprises publiques déficitaires sur le budget de l'État. Au moment de leur cession, nombre d'entre elles étaient sous-performantes et hautement inefficaces ; dans un certain nombre de cas, les nouveaux propriétaires n'ont pas réussi à redresser la barre.

Bien qu'il soit difficile d'évaluer l'impact des privatisations, faute d'un organisme chargé de suivre les performances des anciennes entreprises publiques, on sait que nombre d'entre elles ont rencontré de graves difficultés financières, et même fait faillite (70 et 40 pour cent, respectivement, dans les travaux publics). Dans certains domaines d'activités, tels que le ciment, la bière, le tabac ou le sucre, le transfert au privé s'est toutefois traduit par une amélioration globale des résultats, grâce à une progression des ventes et des niveaux de production.

Les avis sont donc partagés quant au résultat de cette politique. On peut en tout cas affirmer que les entreprises privatisées ont souffert d'une série de goulets d'étranglement dus au cadre réglementaire, aux difficultés d'accès au crédit et au manque de compétences managériales. Il a fallu attendre 1997 pour voir modifier la loi de 1989 dans un sens plus favorable aux entrepreneurs nationaux. Le nouveau texte porte à dix ans la période de paiement des entreprises, permet des taux d'intérêt plus favorables et donne la possibilité au propriétaire de gager jusqu'à 60 pour cent de la valeur des actifs qu'il a acquis, dès avant la fin des versements. Cependant, la grande majorité des privatisations a eu lieu avant l'introduction de ces garanties et le développement de marchés financiers et d'institutions à même de fournir un appui efficace aux entreprises en question.

Même à présent, alors que les services financiers se développent depuis plusieurs années (principalement grâce à une participation étrangère accrue), nombreuses sont les entreprises qui rencontrent d'énormes difficultés à emprunter un fonds de roulement, du fait du niveau des taux d'intérêt. Seules celles qui peuvent lever des fonds relativement aisément sur d'autres marchés – l'Afrique du Sud, par exemple – parviennent à

contourner ce coût élevé du capital. Le cadre financier semble par conséquent favoriser les investisseurs étrangers au détriment des entrepreneurs locaux. Or, la grande majorité des PME privatisées ont été achetées par des ressortissants mozambicains. Une politique financière qui joue ainsi contre les citoyens mozambicains ne peut que frapper plus durement ce segment des entreprises, qui sont le moins à même de recourir aux marchés étrangers pour se financer.

Autre obstacle majeur au développement des entreprises mozambicaines, le manque de personnel d'encadrement et de direction dont souffre le pays. D'année en année, plusieurs programmes de formation technique et d'aide financière ont été lancés afin d'obtenir une plus grande participation des investisseurs mozambicains aux privatisations et d'améliorer la compétitivité du privé. Tel a été le cas du fonds de soutien au redressement économique (FARE), instauré en 1996, qui a utilisé une partie des recettes issues des privatisations pour accorder des prêts à des micro-entreprises. L'impact de cette initiative est toutefois très limité. Plus récemment, le ministère du Commerce et de l'Industrie et la Banque mondiale ont mis en œuvre un autre projet pour le développement des entreprises du pays (PoDE). Celui-ci distingue deux grandes formes d'assistance – technique et financière. La composante assistance technique est financée à parts égales par l'État et l'entreprise concernée, et elle donne, pour l'heure, des résultats encourageants. Il n'en va pas de même pour les lignes de crédit aux petites et moyennes entreprises, car il n'y a pas de mécanisme de caution, et les taux d'intérêts commerciaux appliqués sont trop élevés.

Afin de participer à la disparition des obstacles à l'investissement, un bailleur de fonds a directement organisé un programme de prêts à conditions préférentielles pour aider les entrepreneurs privés à rétablir leurs capacités de production mises à mal par les inondations de 2000. L'équivalent en metical de quelque 22 millions de dollars a ainsi été versé par l'intermédiaire des banques commerciales. Familles et entrepreneurs privés ont bénéficié de taux favorables (8 à 10 pour cent contre un taux commercial de 34 à 36 pour cent) pour reconstituer leur activité et reprendre

la production sur le marché. Le risque commercial est partagé également entre l'organisme bailleur et les banques. Ce mécanisme a été lancé à la mi-2000. Son évaluation montre que nombre d'entreprises qui en ont bénéficié sont maintenant de nouveau opérationnelles et ont procédé aux premiers remboursements.

Dans le secteur financier, les problèmes de solvabilité de deux établissements qui représentent plus de la moitié du secteur bancaire, la BCM et la BA, ont contraint l'État, en accord avec les actionnaires privés, à intervenir. La BCM, pour laquelle les difficultés tenaient en majorité à des créances douteuses datant d'avant la privatisation, a été recapitalisée et son plan de restructuration semble avoir abouti en mars 2001. En octobre de la même année, elle a été fusionnée avec la Banque internationale du Mozambique (BIM). Le principal actionnaire des deux établissements était la Banque commerciale portugaise (BCP), numéro un du secteur bancaire au Portugal. La nouvelle entité a pris le nom de BIM et bénéficie d'une très nette position dominante sur le marché, avec 48 pour cent de l'encours des crédits et 52 pour cent des dépôts.

Troisième établissement financier du pays, la BA a été entièrement rachetée par l'État en avril 2001, après que ses actionnaires privés, refusant de la recapitaliser, ont rendu leur participation aux pouvoirs publics. Fin octobre 2001, l'État a conclu un accord de cession avec le groupe sud-africain *Amalgamated Banks of South Africa* (ABSA). Le prix de vente serait de 10 millions de dollars pour 80 pour cent du capital, le reste demeurant entre les mains de l'État. Si la banque a bien repris ses activités en janvier 2002, un problème central persiste toutefois : que faire du portefeuille de prêts ? Un plan de restructuration draconien a été défini conjointement par l'ABSA et le ministère de la Planification et des Finances (MPF). Les parties sont convenues que toutes les créances douteuses jugées irrécouvrables par ABSA devraient être transférées au Trésor. En outre, les autorités se sont engagées à publier les résultats de leurs efforts de recouvrement sous forme de rapports d'exécution trimestriels, et elles sont disposées à enquêter sur les causes des difficultés rencontrées par cet établissement.

Sachant que la solidité du système financier national repose essentiellement sur la santé de la BIM et de la BA, qui regroupent les deux tiers des actifs bancaires du pays, la banque centrale a déjà pris des mesures pour renforcer sa politique monétaire. En avril 2002 notamment, elle a fait passer de six à un mois la périodicité des rapports que les banques doivent lui fournir sur le respect des ratios de fonds propres.

Contexte politique et social

Depuis la signature, à Rome, des accords de paix de 1992 qui ont mis fin à 16 ans de guerre civile, la situation politique reste caractérisée par un antagonisme profond entre le Front de libération du Mozambique (FRELIMO) et la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO). Les deux élections pluralistes organisées depuis lors, en 1994 et 1999, ont permis au FRELIMO de remporter une majorité des voix, tant au parlement que pour la présidence. Cependant, la coalition emmenée par la RENAMO l'a emporté en 1999 dans six des dix provinces du pays, confirmant sa popularité dans le Nord et le centre.

Du 29 octobre au 1^{er} novembre 2001, la RENAMO a tenu son quatrième congrès, le premier depuis la fin de la guerre. Alfonso Dhlakama y a consolidé son contrôle sur le parti, ses deux adversaires ne recueillant que 5 pour cent des voix. Ce congrès a symbolisé la mutation de cette formation, qui a troqué sa structure militaire contre une forme civile. Ce processus reste toutefois à mener à terme : la RENAMO reste sous la très forte influence de son président, et son administration ainsi que son organisation doivent être renforcées. En juin 2002, le FRELIMO organisait son huitième congrès. Celui-ci s'est soldé par l'élection d'un nouveau comité central et d'une nouvelle commission politique. Jusqu'alors chef du groupe parlementaire, Armando Guebuza est devenu secrétaire général du parti, dont il défendra les couleurs lors de l'élection présidentielle de 2004. En effet, Joaquim Alberto Chissano, qui préside le Mozambique depuis 1986, a déjà annoncé qu'il ne se représenterait pas. Aux yeux de ses partisans, Armando Guebuza est un dirigeant déterminé à lutter contre le climat de

corruption qui caractérise la présidence de M. Chissano. Il est néanmoins très impopulaire dans de nombreuses régions du pays, où il a été impliqué dans des actes contraires aux droits de l'homme commis lors de la décolonisation, en 1975-77, et au début des années 80. En outre, des doutes planent sur l'origine de ses considérables intérêts commerciaux et sur le risque possible de conflits d'intérêts s'il était élu.

Des élections municipales sont prévues pour 2003, tandis que la présidentielle et les législatives doivent avoir lieu en 2004. La préparation de ces deux derniers scrutins prend toutefois du retard faute d'accord sur la réforme du code électoral. Il semble néanmoins qu'un consensus se soit dégagé lors de la session extraordinaire de l'Assemblée de la république en septembre 2002.

En 2001, le gouvernement et la société civile ont entrepris de définir un projet pour les 25 prochaines années : c'est l'agenda 2025. Les mesures concrètes pour y parvenir ont été définies par un conseil consultatif qui a non seulement dressé un plan d'activités dont la teneur a fait l'objet d'un débat public, mais aussi mis en place des groupes de travail thématiques pour étudier et élaborer des solutions de développement originales. Considéré comme un outil important pour déterminer collectivement des objectifs et des stratégies à long terme, cet exercice pourrait être une occasion précieuse d'améliorer la coopération entre tous les acteurs politiques, car tout l'éventail des opinions y est représenté.

De récents événements sont venus ternir la réputation du Mozambique, jusqu'ici cité en exemple de démocratie émergente. La crise du secteur bancaire a fait apparaître au grand jour la montée de la corruption au sein des pouvoirs publics et le problème connexe de l'application de la loi. Malgré les réformes prévues, le système judiciaire demeure très fragile et son indépendance par rapport à la sphère politique reste à améliorer. Les meurtres en août 2001 de Carlos Cardoso, journaliste d'investigation très respecté qui enquêtait sur des affaires de corruption et de malversations financières, et d'Antonio Siba Siba Macuacua, président par intérim de la BA, suscitent des inquiétudes quant au degré de criminalisation des administrations

publiques et de l'appareil judiciaire. Ces appréhensions n'ont pu qu'être confortées avec l'évasion en septembre 2002 de l'une des six personnes détenues dans une prison de haute sécurité pour le meurtre de Carlos Cardoso, quelques semaines à peine avant la date du procès. Les événements qui ont suivi, parmi lesquels la mention, lors des audiences, de noms liant un membre de la famille du président aux affaires qui ont conduit à l'assassinat de M. Cardoso, jettent une ombre sur les réussites remarquables qui sont à mettre à l'actif des autorités et du peuple mozambicains quant au rétablissement de leurs moyens de subsistance et de l'économie dans son ensemble, après un conflit long et dévastateur.

Malgré le succès de sa trajectoire de croissance, le Mozambique reste extrêmement pauvre. L'indicateur du développement humain y demeure bien inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne et, à l'échelle mondiale, ce pays se classe 170^e sur 173 : 69.4 pour cent de sa population vivent en deçà du seuil de pauvreté national (0.40 dollar par jour). Le pays se caractérise en outre par de très fortes inégalités de revenu. Ainsi, le PIB par habitant à Maputo (1 068 dollars) est six fois supérieur à la moyenne nationale et 12 fois plus élevé que dans les provinces du Zambèze (au Nord), où vivent 20 pour cent de la population. Les personnes les plus démunies se concentrent dans les campagnes, où les agriculteurs et les ménages ne sont pas en mesure de tirer pleinement parti des conditions macro-économiques favorables.

La pauvreté au Mozambique est fréquemment associée à un taux élevé de dépendance économique des ménages, à de bas niveaux d'instruction (surtout dans les campagnes et parmi la population féminine), à un accès limité aux services de santé de base et au manque d'infrastructures, principalement en zones rurales. Les problèmes d'accès physique aux marchés pour la fourniture de denrées lors de la sécheresse qui a frappé le pays au premier semestre 2002 en témoignent clairement.

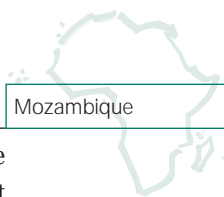
Dès 1995, le gouvernement a fait de l'éradication de la pauvreté un objectif primordial. L'introduction en avril 2001 du plan d'action pour la réduction de la

pauvreté absolue (PARPA) place par ailleurs au rang de priorité nationale essentielle la réduction de l'incidence de la pauvreté absolue d'environ 30 pour cent en dix ans. De 70 pour cent aujourd'hui, celle-ci devrait concerner moins de 50 pour cent des Mozambicains en 2010. Pour y parvenir, les pouvoirs publics ont lancé des actions et des mesures pour encourager une expansion durable, qui se concentrent sur les secteurs qui comptent le plus pour les pauvres, notamment l'agriculture, les transports et le commerce.

En matière de santé, les améliorations ne doivent pas masquer que les indicateurs sont parmi les plus bas au monde. Selon le *Rapport mondial sur le développement humain 2002*, publié par le PNUD, l'espérance de vie est estimée à 40.6 ans sur la période 1995-2000, contre 42.5 ans entre 1970 et 1975. En 2000, le taux de mortalité infantile était de 126 pour 1 000 et la mortalité des enfants de moins de 5 ans frappait 200 enfants sur 1 000 (contre respectivement 163 et 278 en 1970). Les inégalités régionales sont criantes. On constate en effet un écart moyen d'espérance de vie de 21 ans entre les provinces du Zambèze et la ville de Maputo. Le profil épidémiologique du pays révèle que chez les moins de 5 ans, les décès sont principalement dus au paludisme, à la diarrhée et aux affections respiratoires aiguës. Chez les adultes, les premières causes de morbidité et de mortalité sont la tuberculose et le paludisme. Comme dans le reste de l'Afrique australe, le sida touche également un large pan de la population. En 2000, l'ONUSIDA évaluait à 13.2 pour cent la proportion de personnes vivant avec le sida dans le pays. Une nouvelle évaluation, menée en 2001 par le ministère de la Santé, aboutit à un taux inférieur, de 12.2 pour cent. Le décalage tient à de nouvelles données relatives aux provinces isolées du Nord, où les taux d'infection sont inférieurs aux prévisions. Quoi qu'il en soit, selon une étude publiée en 2001, l'espérance de vie devrait, sous l'effet du sida, tomber à 35.9 ans en 2010, alors qu'elle aurait dépassé 50 ans sans cette épidémie. L'impact du VIH/sida sur l'économie pourrait être particulièrement grave pour ce pays, car la maladie frappe les membres d'une classe très réduite de personnes compétentes dans les domaines de la technique, de la direction d'entreprise ou de l'administration. Selon le

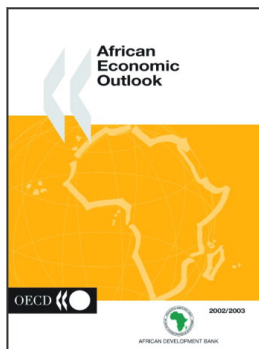
FMI et la Banque mondiale, si l'État ne réagit pas, l'impact de cette pandémie sur la croissance nationale ne pourra que s'accroître avec le temps. Par rapport au scénario de référence (absence du sida), la maladie pourrait coûter 1 point de croissance en 2004 et environ 4 points en 2010. Une autre étude, menée dans le secteur de l'éducation, estime à 6.9 pour cent la hausse nécessaire du budget de l'enseignement pour simplement maintenir le système au même niveau qu'en 2000, toujours du fait des conséquences du sida. Le programme public de modernisation du secteur de la santé (HSRP) a nettement amélioré la qualité des soins et l'accès aux services depuis 1995. En témoigne la réhabilitation ou la construction de 300 établissements de soins de première nécessité. Cependant, l'impact du sida pourrait nuire aux progrès récemment réalisés dans la fourniture des services de santé : bien que la grande majorité des malades du sida soient pris en charge par la communauté à laquelle ils appartiennent, les soins à procurer à ces patients dépassent les ressources des services de santé, à la fois en termes de lits disponibles et de coût des traitements.

L'amélioration du système éducatif figure parmi les priorités de la stratégie gouvernementale de réduction de la pauvreté et, plus généralement, de développement. La situation se caractérise par un taux de scolarisation relativement bas, des programmes obsolètes, la médiocrité de l'enseignement et de graves disparités entre les provinces et entre les filles et les garçons. Le taux net d'inscription atteint 60 pour cent dans le primaire (49 pour cent pour les filles), mais tombe en deçà de 2 pour cent dans le secondaire. Deux grandes raisons sont souvent avancées pour expliquer cette chute spectaculaire : la mauvaise qualité de l'enseignement et la nature – encyclopédique et très théorique – des cours dans le secondaire. Le taux de redoublement est en outre très élevé : les enfants passent souvent plus de deux fois plus de temps que prévu (cinq ans) pour aller au terme du cycle d'enseignement primaire. L'autre trait frappant du système éducatif est une importante disparité entre, d'une part, le Sud et, d'autre part, le centre et le Nord du pays en termes de niveau d'instruction, qui est sans doute la conséquence du manque d'écoles dans les deux dernières régions. Malgré l'accent mis par l'État sur le développement du système



d'éducation, le rôle des pouvoirs publics en la matière n'a pas évolué de manière notable au cours des années 90. En 2002, le ministère de l'Éducation a lancé un projet pilote visant à réorganiser en profondeur les méthodes

d'enseignement. Il s'agit pour l'instant d'introduire de nouveaux programmes dans 22 écoles primaires, avant de les étendre à l'ensemble du pays à l'horizon 2004.



Extrait de :
African Economic Outlook 2003

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/aeo-2003-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

Banque africaine de développement/OCDE (2003), « Mozambique », dans *African Economic Outlook 2003*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/aeo-2003-17-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.